

LE ROBESPIERRE

JOURNAL DE LA RÉFORME SOCIALE.

LE PEUPLE EST LE SEUL SOUVERAIN.

Liberté, Égalité, Fraternité, Solidarité, Unité.

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT.

SES REPRÉSENTANTS SONT SES COMMIS.

Bureaux définitifs : rue Montmartre, 70.

ABOLITION DE LA MISÈRE.

Cette publication est une œuvre de dévouement à la cause du peuple. Elle est fondée dans le double but de signaler le remède à la misère sociale et de dénoncer les réacteurs qui endorment le peuple, et les charlatans ou les faux démagogues qui exploitent sa bonne foi ou flattent ses préjugés dans un but d'ambition égoïste et personnelle. Le Robespierre de 1848 ne faillira pas à sa mission ! Il dénoncera le mal et signalera le remède avec la persévérance indomptable et patiente qui est l'apanage de la conviction. (Le Robespierre change avec tous les journaux.)

SOMMAIRE :

Aux hommes purs qui gouvernent la France. — A l'armée de ligne. — St. Just à Robespierre. — DRAME RÉVOLUTIONNAIRE. — Prologue : Proclamation du citoyen Marrat, maire de Paris. — Premier acte : Projet de décret contre les réunions non armées, dites attroupements. — Dénouement : Droits et devoirs du Peuple-Souverain. — Chant d'Armand Marrat à Ste-Pélagie. — Le comité démocratique de Rouen. — Note sur la grève européenne.

AUX HOMMES PURS QUI GOUVERNENT LA FRANCE.

Citoyens commis du Peuple, vous avez trompé votre Souverain ; vous avez osé surprendre sa bonne foi. Je vous le dis, parce que le principe de la souveraineté populaire, dont vous êtes issus, donne à chaque citoyen le droit de vous juger. La patrie voit en vous des fils ingrats qui plongent leur mère dans le deuil et les larmes. Elle voit en vous des âmes entachées du plus étroit égoïsme ; elle voit en vous des satisfaits, des repus, des aveugles-nés qui n'aperçoivent pas le gouffre qu'ils creusent sous leurs pas, des sourds qui n'entendent pas cette grande voix du passé qui leur crie : **SOUVIENS-TOI !**

Vous avez suspendu les destinées de la France entre deux abîmes : un passé condamné sans retour, un avenir d'ignominie que vous voulez faire éclore. Vous avez souillé de votre contact cette sainte République dont la pureté vous effraie ; elle s'est couverte d'un voile pour échapper à votre corruption.

Faut-il vous le dire ? La République que vous voulez, c'est la courtisane usée qui donne de l'or pour des carresses à ses nombreux amants ; c'est le cachot qui étouffe la voix de l'adversaire dont le courage civil VOUS FAIT PEUR.

Déjà la liberté de la presse a subi votre contact ; hier, vous avez atteint le droit d'association (1) ; aujourd'hui, vous violez le DROIT DE RÉUNION. Demain, que ferez-vous ? Vous... relèverez l'échafaud ! Malheureux ! ne vous souvient-il plus du VINGT-QUATRE FÉVRIER ? Le Peuple, votre Maître, vous chassera, comme il a chassé la corruption, votre idole. Et toi, Peuple, souviens-toi que lorsque tes commis violent le mandat que tu leur as donné, L'INSURRECTION EST LE PLUS SACRÉ DES DROITS ET PLUS INDISPENSABLE DES DEVOIRS (Robespierre, *Déclaration des Droits*, 1793).

Prions l'auteur de toutes choses, qu'il nous preserve de la guerre sociale, dont vous vous êtes faits les provocateurs. Puisse-t-il, dans son courroux, prenant vos attentats en pitié ou vous éclairer enfin, ou vous faire tomber sous la RÉVOLUTION DU MÉPRIS !

Vous rappellerai-je encore ce que je disais aux corrompus de la dernière génération :

« Le principe du gouvernement démocratique c'est la vertu ; nous voulons substituer, dans notre pays, la morale à l'égoïsme, la probité à l'honneur, les principes aux usages, les devoirs aux

(1) Fermeture des clubs radicaux avant jugement.

bienséances, l'empire de la raison à la tyrannie de la mode, le mépris du vice au mépris du malheur, la fierté à l'insolence, la grandeur d'âme à la vanité, l'amour de la gloire à l'amour de l'argent, les bonnes gens à la bonne compagnie, le mérite à l'intrigue, le génie au bel esprit, la vérité à l'éclat, le charme du bonheur aux ennuis de la volupté, la grandeur de l'homme à la petitesse des grands, un peuple magnanime, puissant, heureux, à un peuple aimable, frivole et misérable, c'est-à-dire toutes les vertus et tous les miracles de la République à tous les vices et à tous les ridicules de la Monarchie. (Histoire de la Révolution française, par Thiers.)

MAXIMILIEN ROBESPIERRE.

A L'ARMÉE DE LIGNE,

AUX OUVRIERS,

AUX GOUVERNANTS DÉMISSIONNAIRES.

Citoyens soldats, nous sommes tous égaux, libres et FRÈRES, il n'y a plus parmi nous de privilèges, l'ensemble des citoyens français armés ou non armés forment ce grand tout qui s'appelle la PATRIE ou le pays légal. Vous ne devez à vos chefs l'obéissance aveugle et passive que lorsque vous êtes en face de l'ennemi, c'est-à-dire de l'étranger ; mais dans nos réunions, dans nos rues, nos places publiques, en face de vos frères, vos pères, vos familles, vos amis, vous ne voudrez pas agir comme des machines, vous voudrez être éclairés sur le but secret et les conséquences des ordres liberticides que vos chefs s'approprient à vous donner. Les privilégiés, les aristocrates, les ennemis du Peuple et de la Révolution, ont un grand intérêt à vous escamoter la République, qui, seule, peut vous donner, comme à tous les Français, la juste récompense, l'avancement légitime dû à vos services et à votre dévouement. Ils ont encore un grand intérêt à rétablir la monarchie qui les maintiendra (à vos dépens), dans les privilèges, grades supérieurs, et autres avantages, dont la royauté vous a toujours frustrés. On va donc tendre des pièges aux soldats, qui sont sortis du peuple, et qui doivent y rentrer à la fin de leur service, afin de les exciter à frapper leurs frères, les ouvriers qui, à leur tour, peuplent l'armée de ligne, puisque les riches se font remplacer. On va essayer de vous faire croire, citoyens soldats, que vous devez vous sentir humiliés comme des vaincus par la victoire qu'ont remportée les citoyens français qui ont fait les révolutions de 1830 et de 1848 ; en combattant pour la défense des lois et de liberté ; puis, à la faveur du désordre affreux que causeraient de nouveaux déchirements, on essaierait de proclamer la régence ou la royauté légitime et d'abolir la République. Citoyens soldats, n'en croyez rien ; vous êtes tous des ouvriers et des citoyens comme vos frères les citoyens ouvriers, que vous avez combattus, malgré vous, pour obéir aux ordres de vos chefs, qui étaient commandés par

les aristocrates et les ennemis du peuple. Vous avez rendu vos armes volontairement à vos frères, des ouvriers, parce que des hommes dévoués vous ont fait comprendre que vous êtes du peuple comme les ouvriers, que vous ne deviez pas vous faire les bourreaux de vos frères au profit des aristocrates et des tyrans, qui osent violer les lois, le droit de réunion, et la liberté de la presse. Si donc les représentants (qui sont les commis du peuple) osent faire des lois ou décrets contre les réunions paisibles, (qu'ils appellent des attroupements), refusez d'obéir aux ordres des chefs criminels qui osaient vous commander de violer le DROIT DE RÉUNION, au nom duquel s'est faite la Révolution du 24 février, dont profitent les ingrats qui sont aujourd'hui à la tête du gouvernement.

Et vous, citoyens ouvriers, n'oubliez jamais que le simple soldat n'est pas votre ennemi, qu'il est, comme vous, un ouvrier des villes ou des campagnes que des chefs ou des aristocrates ont trompé pour essayer de le tourner contre les ouvriers, dont se compose la plus grande partie du peuple français. Le véritable ennemi du peuple, c'est le chef militaire ou l'aristocrate qui commande au soldat de tirer sur les citoyens qui veulent jouir du droit de réunion, garanti même par les lois du dernier règne. N'oubliez pas cela ; si vous persistez à vous réunir dans votre grand banquet fraternel, dont les démocrates croient devoir s'éloigner, parce que des agents provocateurs, payés par l'or des réactionnaires et de l'étranger, vont s'introduire dans votre banquet pour vous exciter au désordre et à la violence.

Quant à vous, gouvernants démissionnaires, qui, dans vos hésitations coupables, avez fait le 17 mars et le 16 avril, soyez punis d'avoir manqué de foi dans l'avenir du peuple. Comment avez-vous pu oublier les paroles sévères que j'adressai à l'Assemblée, en 89, au moment où elle se laissait aller à une imprudente jubilation sur le triomphe des réacteurs de l'époque ? Ne comprenez-vous plus que la force et le droit sont dans l'élément populaire, qui est le véritable souverain, puisqu'il forme la grande majorité de la nation. Travaillez donc à vous réhabiliter aux yeux du peuple ; asseyez-vous au plus haut de la Montagne ; ralliez-y MES TRENTE VOIX ; faites un loyal aveu de votre faute ; dénoncez sans arrière-pensée les manœuvres de la réaction, et le Souverain pourra une dernière fois vous couvrir de sa clémence.

Salut et fraternité.

MAXIMILIEN ROBESPIERRE.

A MAXIMILIEN ROBESPIERRE.

L'anniversaire d'une glorieuse bataille se signale dans les fastes de la République par un fait inouï, un fait qui doit donner l'éveil aux vrais républicains : on propose une loi sur les attroupements armés et non armés. Les citoyens de la commission exécutive y ont-ils bien réfléchi ? Comment, le lendemain d'une révolution faite au nom du droit

de réunion sans armes, ils osent faire revivre la loi martiale sur les attroupements! Ah! Robespierre, quel vertige les a pris! Ont-ils donc oublié le drapeau rouge du Champ-de-Mars? Décidément la boutique envahit le Luxembourg; on y bat les diavans pour recevoir *Foutriquet*... Non, cela n'est pas! Je suis dupe de quelque diabolique hallucination... Voyons, citoyens directeurs, raisonnons sans colère, s'il vous plaît. Qu'est-ce qu'un attroupement sans armes? Une réunion où des citoyens discutent paisiblement sur les affaires publiques et privées, un club en plein air. Voulez-vous donc priver les citoyens du droit de s'éclairer sur leurs droits et sur leurs intérêts? Voulez-vous surtout en priver les citoyens *pauvres*? car le pauvre ne saurait prendre sur son pain pour solder les frais d'un club: votre prétendu système de conciliation l'a fait descendre de la *pauvreté* à la *misère*, et la misère ne peut pas même déboursier un centime. Grâce à vous, la voie publique est le seul club possible pour le peuple, et vous ne pouvez l'en priver SANS ATTENTER A SES DROITS.

Je sais qu'on fait valoir certaine raison qui peut paraître péremptoire: les souffrances du commerce et de l'industrie viennent, dit-on, du défaut de confiance, et la confiance ne renaîtra pas tant que le peuple stationnera dans la rue. Soit; mais le peuple stationnera dans la rue tant que vous lui donnerez lieu de craindre pour la conservation de sa conquête, tant que vous étoufferez la voix de ses orateurs, tant que vous persécuterez ses amis. Le peuple stationnera dans la rue jusqu'à ce que les intrigues des royalistes aient été déjouées, et la *modération furieuse* des bourgeois mise à la raison. Le peuple stationnera dans la rue tant que vous vous éleverez avec rage contre les doctrines *socialistes*, dans lesquelles il voit son salut, tant que vous ne préparerez pas dans le présent les voies d'un avenir de bien-être pour tous. Le peuple stationnera dans la rue si vous ne lui donnez pas résolument les conséquences de la révolution sociale qu'il a faite. Il stationnera dans la rue, vous dis-je; et si vous l'en chassez violemment, il fourbir ses armes dans les greniers pour vous infliger prochainement la juste punition des traîtres. Ainsi, grâce à l'ignorance des pilotes qui prétendent conduire le vaisseau de l'Etat, nous tournons dans un *cercle vicieux*, nous voguons sur une mer semée d'écueils redoutables. Qu'est-ce, après tout, que cette *confiance commerciale*, au nom de laquelle on supprime la liberté? Le *passé industriel*! la *baisse* des salaires? la *MISÈRE*! l'asservissement collectif! Le peuple n'en veut plus. Le peuple, aujourd'hui, travaille pour lui, non pour ses maîtres! La reconnaissance *sérieuse* du DROIT AU TRAVAIL, un projet d'ORGANISATION DU TRAVAIL ASSOCIÉ, seraient la meilleure, la seule loi de répression efficace, citoyens directeurs. L'ennemi vous entoure, la *réaction*, l'ignare réaction vous étreint; vous obéissez à des suggestions perfides.... Républicains, garde à vous!

Je livre ces faits à tes méditations, citoyen Robespierre. Sois notre boussole; notre salut dépend de ta prudence et de ta fermeté.

Salut et fraternité.

St. JUST.

DRAME RÉVOLUTIONNAIRE.

PROLOGUE.

ACTES OFFICIELS.

Mairie de Paris.

PROCLAMATION.

Le représentant du peuple, maire de Paris, aux maires des douze arrondissements.

Citoyen Maire,

Le Gouvernement a dû se préoccuper des attroupements qui se forment depuis plusieurs jours sur les différents points de la capitale.

Des ordres ont été donnés pour les dissiper et rétablir la circulation partout où elle est gênée ou interrompue.

Le pouvoir républicain ne se résigne qu'avec douleur aux répressions sévères; il a confiance dans le bon sens de la population; il est plein de respect pour ses droits; il saurait au besoin les maintenir contre toute tentative de réaction.

Mais plus il est décidé à maintenir la liberté, plus il a le droit de ne pas la laisser compromettre

par une agitation turbulente, stérile, qui ne profite qu'au désordre, et où les mercenaires subalternes de quelques prétendants jettent de nouveaux germes de trouble et d'anarchie.

C'est à l'autorité municipale qu'il convient d'avertir les citoyens avant que la sévérité de la loi vienne les frapper.

Usez donc de votre ascendant sur vos administrés pour les détourner de grossir, par une vaine curiosité, ces groupes qui obstruent la voie publique. Il ne peut sortir aucun bien de ces rassemblements, et le mal qu'ils font vous a frappé comme moi. Ils entretiennent au sein de la capitale un malaise nuisible à tous les intérêts. Nulle transaction commerciale sans confiance; nulle confiance quand l'ordre semble en péril. Et quelles sont les premières victimes de cette crise ainsi prolongée? Les travailleurs, que la production paralysée prive de leurs moyens d'existence. C'est donc au nom du travail qu'il faut protéger l'ordre, assurer la paix publique et rendre la sécurité à l'industrie.

C'est le vœu de l'immense majorité de la population: soyez-en l'organe, citoyen maire; avertissez les imprudents; la justice saura saisir et frapper les coupables.

Le représentant du peuple, maire de Paris,

ARMAND MARRAT.

PREMIER ACTE.

Projet de décret proposé au nom du pouvoir exécutif, par le citoyen Recurt, ministre de l'intérieur.

Art. 1^{er}. Tout attroupement armé, formé sur la voie publique, est interdit.

Est également interdit tout attroupement non armé qui pourra troubler la tranquillité publique.

Art. 2. L'attroupement armé constitue un crime, s'il ne se dissipe pas à la première sommation.

Il ne constitue qu'un délit s'il se dissipe sans résistance sur la première sommation.

Art. 3. L'attroupement est armé: 1^o quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées; 2^o lorsqu'un seul de ses individus, porteur d'armes apparentes n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là même qui en font partie.

Art. 4. Lorsqu'un attroupement armé ou non armé se sera formé sur la voie publique, le maire ou l'un de ses adjoints, à leur défaut le commissaire de police ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif portant l'écharpe tricolore, se porteront sur le lieu de l'attroupement.

Un roulement de tambour annoncera l'arrivée du magistrat.

Si l'attroupement est armé, le magistrat lui fera sommation de se dissoudre et de se retirer.

Cette sommation restant sans effet, une seconde sommation, précédée d'un roulement de tambour, sera faite par le magistrat.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

Si l'attroupement est sans armes, le magistrat, après le premier roulement de tambour, exhortera les citoyens à se disperser. S'il ne se retirent pas, trois sommations seront faites successivement. En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

Art. 5. Quiconque aura fait partie d'un rassemblement armé sera puni comme suit:

Si l'attroupement s'est dissipé après la première sommation et sans avoir fait usage de ses armes, la peine sera de six mois à deux ans de prison.

Si l'attroupement s'est formé pendant la nuit, la peine sera de deux ans à cinq ans de prison.

Si l'attroupement ne s'est dissipé qu'après la deuxième sommation, mais avant l'emploi de la force et sans qu'il ait fait usage de ses armes, la peine sera de deux ans à cinq ans, et de trois ans à six ans, si l'attroupement s'est formé durant la nuit.

Si l'attroupement ne s'est dissipé que devant la force ou après avoir fait usage de ses armes, la peine sera de cinq à dix ans de réclusion; elle sera de huit à douze années si l'attroupement s'est formé pendant la nuit.

Dans tous les cas, les coupables seront interdits de leurs droits civiques.

Art. 6. Quiconque faisant partie d'un attroupe-

ment non armé ne l'aura pas abandonné après le roulement de tambour précédant la seconde sommation, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Si l'attroupement n'a pu être dissipé que par la force, la peine sera de treize à dix-huit mois.

Art. 7. Toute provocation à un attroupement armé ou non armé par discours, écrits, imprimés, affichés ou distribués, sera puni comme le crime ou le délit ci-dessus établi.

Les imprimeurs, graveurs, lithographes, afficheurs et distributeurs seront punis comme complices.

Si la provocation, faite par les moyens ci-dessus, n'a pas été suivie d'effet, elle sera punie s'il s'agit d'une provocation à un attroupement nocturne et armé, d'un emprisonnement de six mois à un an; s'il s'agit d'un attroupement non armé, l'emprisonnement sera de un mois à trois mois.

Art. 8. Les poursuites dirigées pour crimes ou délits d'attroupements ne font aucun obstacle à la poursuite pour crimes ou délits politiques qui auraient été commis au milieu des attroupements.

Art. 9. L'article 463 du Code pénal est applicable aux crimes et délits prévus et punis par le présent décret.

Art. 10. Les poursuites pour délits et crimes d'attroupement seront portées devant les cours d'assises.

M. LE GÉNÉRAL BARAGUAY D'HUILLETS. — Nous faisons des lois tous les jours, et nous n'avons pas d'hommes pour les exécuter.

M. LE PRÉSIDENT. — Le ministre a demandé que l'urgence fût déclarée. (1)

DÉNOUEMENT.

Au Peuple.

« Lorsque tes commis violeront le mandat que tu leur as donné, l'insurrection est le plus sacré des droits, et le plus indispensable des devoirs. » (Robespierre, *déclaration des Droits de l'homme*, 1793.)

Chant de M. Armand Marrat, à St-Pélagie.

Air des trois couleurs.
Est-il bien vrai, sommes-nous bien en France?
D'autres tyrans nous auraient-ils conquis?
Il faut enfin, peuple, que ta vengeance
A flots de sang rachète le pays.
Déjà les rois ont fait tes funérailles;
Mais tes cent bras vont renaitre vainqueurs;
Tes cent poignards vont ouvrir leurs entrailles.
La liberté, la liberté connaîtra ses vengeurs.
Ils ont voulu, dans leur lâche pensée,
Te ravalier, grand peuple! à leur néant.
Vils avortons, misérables pygmées,
Ils espéraient terrasser le géant.
Mais tous ces rois, que la peur accompagne,
Voudraient en vain fuir devant leurs vainqueurs.
Tremblez, tyrans! tremblez, c'est la Montagne!
La liberté, la liberté demandée des vengeurs.
Mais, citoyens, que cette prophétie
Ne tarde pas longtemps à s'accomplir.
Il faut enfin que l'aristocratie
Sous nos poignards rende le dernier soupir.
Quand le to sin sonnera les alarmes,
Frappez, frappez, fiers exterminateurs;
Et si, vaincus, nous tombons par les armes,
La liberté, la liberté reconnaîtra ses vengeurs.

Voilà ce que vous chantiez en 1832, ô très puis-lord-maire de Paris, lorsque vous accompagnâtes ARMAND CARREL chez un ami. Puisse l'âme magnanime de ce grand citoyen pardonner vos attentats liberticides, comme elle a pardonné à ses bourreaux!

Au prochain numéro, exposé des travaux du comité provisoire de la GRÈVE EUROPÉENNE, dont il a été parlé dans le deuxième numéro du *Robespierre*. J'invite mes amis, ainsi que les délégués des corporations ouvrières qui sont en grève, à se réunir pour entendre l'exposé verbal aux *Conférences populaires*, dirigées par le citoyen Deligny. (Tous les dimanches, de midi à deux heures, rue St.-Sauveur, 45, au premier.)

(1) Des *modérés* de bonne foi, qui, enfin, y voient clair, ont été arrivés à dire que l'on gagnerait de remettre au pouvoir M. Thiers et les hommes du *Constitutionnel*, et de renvoyer Marrat et les hommes du *National* dans leur officine de la rue Lepelletier, pour y perfectionner leur socialisme. Le nouveau décret n'est, en effet, qu'une édition, à la vérité, très perfectionnée des lois de septembre, 1835, enfantées par M. Thiers. Or, chacun sait que ce *révolutionnaire honnête*, comme il s'appelle lui-même, s'est engagé à les adoucir en modifiant la définition de l'attentat. Sa *probité politique* bien connue, est, pour les *modérés*, un sûr garant de la sincérité de ses promesses. Et vous, démocrates, qu'en pensez-vous?

L'un des Directeurs-Gérants, Marcel DESCHAMPS.

Imprimerie de BUREAU et Comp., rue Coquillière, 22.